



ROYAL BAKING POWDER

Absolument pur

Bureau météorologique.

Washington, 13 septembre - Indications pour la Louisiane - Temps généralement beau jeudi et vendredi; vents frais du nord à est.

L'ARCHEVEQUE IRELAND

L'Affaire Dreyfus.

Pressé Associé.

St-Paul, Minnesota, 13 septembre - Quand on lui a demandé aujourd'hui son opinion sur le meeting de protestation contre le verdict de la cour martiale de Rennes, l'archevêque Ireland a dit: "C'est mon opinion que des réunions publiques en Amérique, telles que celle qu'il est proposé de tenir pour protester contre le verdict de la cour martiale de Rennes, sont inopportunes, injustes envers la France, et qu'elles tendent à créer du ressentiment entre ce pays et le nôtre."

"Je ne nierai pas que j'aie toujours éprouvé dans mon cœur une profonde sympathie pour le malheureux officier jugé à Rennes, et que j'aie désiré et espéré que la cour l'acquitterait. Mais c'est une autre question de répondre au verdict de la cour, le moment qu'il est rendu, par l'assertion qu'il est clairement contraire à la vérité et que le tribunal qui l'a rendu est coupable de basse injustice et de parjure sacrilège. Et c'est encore une toute autre question de jeter sur la France le crime du verdict, si crime il y a, et d'adresser à un peuple entier et à son gouvernement des épithètes insultantes. Attendez."

"Toute cette affaire appartient à la vie intérieure et à l'administration intérieure de la France, et la courtoisie internationale, aussi bien que la justice, demande qu'on juge très prudemment et très lentement. La France est une nation fière et sensible. Elle ressentira profondément, comme c'est son droit, des critiques injustes et un jugement fait de ses actes par un peuple étranger, et spécialement recueillera-elle, comme c'est strictement son droit, toute intervention inutile dans son administration intérieure et toute mise en question imprudente de son honneur national."

"La France a été notre amie dans tous les temps. Elle a été notre amie quand aucune autre nation ne nous montrait de l'amitié. Elle est notre amie aujourd'hui. Elle est une république-sœur. Nous devrions réfléchir longtemps avant de blâmer, de suspecter ou d'offenser la France. Je peux bien comprendre et expliquer ce qui se passe actuellement en Amérique. Le peuple américain est le plus facilement soulevé par les sentiments de justice et d'humanité. Cependant, la prudence est la reine de toutes les vertus, et nous devrions faire des efforts pour l'acquiescer."

"Dans ce que je dis je parle comme un Américain, pour ce que je crois le bien de l'Amérique. Je ne plaide pas pour la France, quoique, parce que je connais la France, je l'aime, malgré ses fautes, et j'espère pour elle, malgré ses péchés."

Inhumation des restes de M. Eustis.

Louisville, Kentucky, 12 septembre - Les restes de l'honorable James B. Eustis, ancien ambassadeur des Etats-Unis en France, ont été inhumés aujourd'hui dans le cimetière de Cave Hill, à côté de ceux de sa femme. Le corps est arrivé de New York accompagné de James B. Eustis jeune et de William R. Eustis, un neveu du défunt. Il a été conduit directement au cimetière. Le révérend George Grant Smith, de l'église épiscopale de la Trinité, a célébré un court service devant la tombe.

Bannion des Vétérans de la guerre du Mexique.

Indianapolis, Indiana, 13 septembre - La réunion annuelle des vétérans de la guerre du Mexique a eu lieu cette après-midi à Indianapolis. Le gouverneur Blount et le maire Taggart ont prononcé des discours de bienvenue. Un banquet aura lieu demain soir. On pense que le général Buckner, du Kentucky, y prendra part et prononcera un discours.

Le sénateur Fava.

Washington, 13 septembre - Le roi d'Italie a nommé le baron Fava, ambassadeur à Washington, sénateur du royaume et membre de la Chambre haute du parlement italien.

En témoignage de sa nomination l'ambassadeur a reçu du roi Ham-

bert une lourde médaille d'or portant sur la face le portrait du roi et sur le revers l'inscription suivante: «Fava Sereno; Sanato del Regno».

Un article du "Temps".

Paris, 13 septembre - A propos des commentaires étrangers sur le verdict de la Cour martiale de Rennes, le "Temps" dit:

Les ennemis invétérés de la France qui exploitent maintenant l'affaire Dreyfus, comme ils le font en général de notre vie nationale, se seraient fait un capital de son acquittement, tout aussi bien qu'aujourd'hui de sa condamnation. Leur haine ne changera pas; mais ils auront toujours des auditeurs complaisants.

Les populations simples ne haïssent pas la France; mais elles la croient sincèrement déshonorée. Elles reviennent à une plus juste appréciation des choses, quand elles voient que ne sommes pas dévorés par le feu céleste, que nous ne dévorons personne, et que nous ne nous dévorons même pas entre nous. Travaillons en paix, et les sympathies des étrangers nous seront plus qu'amplement rendues.

Dreyfus dans sa prison.

Rennes, 13 septembre - L'état moral du capitaine Dreyfus est toujours excellent, sa santé est relativement bonne, quoiqu'il ait l'estomac un peu dérangé.

Mme Dreyfus a été voir aujourd'hui son mari et elle est sortie de la prison, le visage serin. Elle a passé une heure avec lui.

L'assistant de Me Labori vient le voir, deux fois par jour.

Il passe la plus grande partie de son temps à lire sa correspondance et les revues littéraires de Paris. Il est soumis au même régime disciplinaire qu'avant le procès, et il peut, tous les jours, se promener dans la cour de la prison. Une vaste toile est suspendue à travers la cour pour empêcher les photographes de saisir ses traits par surprise.

Une garde de 40 soldats stationne dans la cour de la prison, au-dessus de ses fenêtres, et une sentinelle avec le fusil chargé et la baïonnette au bout du canon, se tient toujours debout sur le mur qui domine la seconde cour où il prend ses exercices.

La commission d'arbitrage anglo-vénézuélien.

Paris, 13 septembre - Le général Benjamin F. Tracy a continué son argumentation devant la commission d'arbitrage relativement aux frontières anglo-vénézuéliennes.

Il a déclaré que durant 106 ans après le traité de Munster, les Hollandais n'avaient pas nommé un seul fonctionnaire permanent dans le territoire situé à l'ouest de l'Essequibo et qu'ils n'avaient fait aucun établissement.

Il a ajouté que leurs tréfonds n'avaient rien de commun avec des colons.

Relations courtoises entre savants anglais et français.

Douvres, 13 septembre - L'Association Anglaise pour l'Avancement de la Science a envoyé aujourd'hui des correspondances empreintes de la plus grande courtoisie à la Société Française pour l'Avancement de la Science, qui est maintenant en session à Boulogne-sur-Mer. Elle a employé dans ce but la télégraphie sans fil.

Le boycottage contre l'Exposition de Paris fait-fiasco.

Buda Pest, 13 septembre - La proposition de boycotter l'Exposition de Paris, par suite du verdict de la cour martiale de Rennes, n'a trouvé aucun appui, et les préparatifs pour l'exhibition hongroise à Paris se poursuivent comme auparavant.

La peste dans l'Inde.

Oporto, 13 septembre - La rigidité avec laquelle on maintenait le cordon contre la peste bubonique, s'est un peu relâchée. On permet aux habitants de sortir du cercle, après inspection et désinfection.

Durant les trois derniers jours, il y a eu trois nouveaux cas officiellement rapportés et deux décès.

Le gouvernement fournit des aliments aux malheureux qui sont sans emploi.

DERNIERE HEURE.

Adresses à la reine Victoria.

Londres, 13 septembre - La reine Victoria, qui est à Ballator, Koomes, reçoit, dit-on, un grand nombre de télégrammes et de lettres de ses sujets de l'intérieur et de l'étranger, qui lui demandent d'intervenir auprès du président Loubet pour le pardon de Dreyfus.

Mort du professeur Von Stork.

Vienna, Autriche, 13 septembre

Il y a partout des femmes qui souffrent presque constamment parce qu'elles ne peuvent pas se décider à parler de leurs maux à un médecin.

UNE FEMME SECOURT LES FEMMES

qui dit: "Je redoutais l'épreuve d'un examen par notre médecin, et pourtant je savais qu'un traitement était nécessaire. Mes maux étaient des douleurs de dos, une sensation de fatigue des nerfs, une menstruation pénible et la leucorrhée. Je vous suis maintenant si reconnaissante que je consens volontiers à avoir mon nom publié pour aider d'autres jeunes filles à vous confier leurs maux. Le Lydia E. Pinkham's Vegetable Compound employé comme vous me l'avez écrit m'a radicalement guérie et rendue très heureuse. Je vous bénirai tant que je vivrai!"

Mme Pinkham reçoit des milliers de lettres, semblables, de femmes reconnaissantes.

Mlle Nellie Russell, de 138 Grace St., Pittsburg, Pa., dans une lettre à Mme Pinkham dit: "Depuis mon enfance je souffrais de troubles aux reins qui allaient en augmentant à mesure que je grandissais. J'avais des douleurs intenses qui s'étendaient de la taille à la matrice et mes époques mensuelles étaient très pénibles. Un jour ayant vu votre annonce dans un de nos journaux, je vous écrivis."

"Quand votre réponse arriva je commençai à prendre votre Compound et suivis vos avis et je suis maintenant en parfaite santé, et conseillerais à toute femme riche ou pauvre de prendre le Lydia E. Pinkham's Vegetable Compound, que je puis vanter au-dessus de tous les autres remèdes. Il est d'un secours merveilleux pour les femmes."

L'acceptation du Transvaal.

Captown, Colonie du Cap, 13 septembre - On affirme dans les cercles des Afrikaners de Captown que le gouvernement du Transvaal acceptera la note anglaise laissant la question de suzeraineté sur la base de la convention de 1884.

La réponse du Transvaal.

Prétoria, Transvaal, 13 septembre - Une communication reçue du gouvernement impérial établit que quoiqu'anxieux d'obtenir une prompt réponse, les autorités ne désirent pas enfermer le gouvernement du Transvaal dans un délai de quarante-huit heures.

Il est possible que la réponse soit soumise demain au Volksraad. La décision de l'exécutif sera indubitablement influencée par l'attitude de l'Etat libre d'Orange.

Le gouvernement désire toujours prendre part à la conférence conjointe originalement proposée. Le ministère de la guerre n'a toute connaissance de la prétendue proposition de dix mille Irlandais-Américains de prendre les armes contre la Grande-Bretagne.

Rumeur dénuée de fondement.

Paris, France, 13 septembre - Des avis reçus aujourd'hui de Tripoli indiquent que le rapport annonçant l'annihilation de la mission Foucault-Lamy dans le Sahara est dénué de fondement.

Excitation en Espagne.

Madrid, Espagne, 13 septembre - Le gouvernement a envoyé trois régiments à Viesca, où la déclaration de la loi martiale décrétée hier a causé une grande excitation. On annonce que le gouvernement va poursuivre les leaders des séparatistes.

Le boycottage anglais.

Londres, 14 septembre - D'après le "Daily Mail", un ardent avocat du boycottage général de l'exposition de Paris, en marque de protestation contre le verdict de Rennes, le baron Suffield, président de l'Artists Club, une organisation qui compte parmi ses membres les agents coloniaux et les représentants de maisons de commerce d'un capital total de deux milliards de livres sterling, est en faveur du boycottage projeté.

Marchés divers.

Paris, 13 septembre - La rente trois pour cent est cotée à 100 francs 92 1/2 centimes.

Liverpool, 13 septembre - Coton spot, demande augmentant; prix sans changement.

American middling fair 3 17/32d, good middling 3 25/32d; middling 3 17/32d; low middling 3 11/32d; good ordinary 3 5/32d; ordinary 2 3/4d.

Ventes 12,000 balles, dont 1000 pour la spéculation et l'exportation y compris 10,700 balles coton américain.

Recettes - balles - coton américain.

Future - calmes à l'ouverture et stables à la clôture.

American middling l. m. c; septembre 3.29; octobre et novembre 3.27; décembre et janvier 3.23; février et mars 3.24; avril et mai 3.26; juin et juillet 3.26; août 3.27.

New York, 13 septembre - Coton spot - calme, sans changement à la clôture.

Middling uplands 6 1/8; middling Gulf 6 5/8.

Ventes 445 balles.

New York, 13 septembre - Futurs stables à la clôture.

Septembre 587; octobre 605; novembre 605; décembre 616; janvier 621; février 625; mars 627; avril 630; mai 634 juin 637; juillet 639.

L'Exposition Universelle de 1900 à Paris.

Il existe depuis longtemps en France une législation spéciale et aménagement protectrice en faveur des diverses manifestations de la propriété industrielle admise dans les expositions publiques organisées dans ce pays.

Les lois temporaires des 2 mai 1855 et 3 avril 1867, faites à l'occasion des expositions universelles de Paris de 1855 et de 1867 continuent, à cet égard, des dispositions qui ont été reprises et complétées dans la loi permanente du 23 mai 1868 dont le texte est ci-joint.

En adhérent à l'article 11 de la convention du 23 mars 1868 de la protection internationale de la propriété industrielle le gouvernement français a, d'ailleurs, engagé diplomatiquement à prendre des mesures de cette nature chaque fois qu'une exposition internationale officielle ou officielle reconnue sera organisée sur son territoire.

Le professeur Von Stork, le savant en laryngologie, est mort.

La convocation des Chambres françaises.

Paris, France, 13 septembre - «La Liberté» annonce sous bonne autorité qu'on ne convoquera pas les Chambres avant le mois de décembre prochain, parce que les députés ne peuvent siéger légalement pendant que le Sénat est constitué en haute cour de justice.

«La République Française» dit: M. Méline, ancien président du conseil, a envoyé à ses amis politiques une lettre confidentielle dans laquelle il demande leur opinion au sujet de la convocation des Chambres.

Le commissaire du gouvernement attaché au conseil de révision aura peut-être terminé son rapport sur l'affaire Dreyfus avant lundi. Dans ce cas, le conseil de révision rendrait sa décision au sujet de l'appel, et le jour suivant le cabinet déciderait si des mesures de clémence doivent être prises.

LES ALLEMANDS ET L'EXPOSITION.

Berlin, Allemagne, 13 septembre - Les organes du gouvernement allemand ont promptement lancé un avertissement contre le boycottage proposé de l'exposition de Paris.

«L'Allemagne n'a aucune raison de prendre l'initiative dans cette affaire», dit la «Gazette de Cologne»; elle doit laisser cela à d'autres états, qui ne seraient peut-être pas mécontents que l'Allemagne, entre toutes les puissances, adoptât une attitude hostile envers la France à cette occasion.

Geheimrath Lewald, un membre de la commission allemande, s'exprime ainsi: "Qu'est-ce que l'exposition a à faire avec la politique. Son but est commercial. Si en retirer n'est pas une tâche aisée. Chaque branche industrielle sera représentée par un groupe auquel contribueront tous les fabricants individuellement. Conséquentement, les branches industrielles ne pourraient se retirer que comme groupe."

Il n'y a pas le moindre indice d'une inclination à agir de cette façon. Les plus grands efforts sont faits partout pour arriver à la meilleure exposition possible. Nous avons été traités de la façon la plus amicale par la direction de l'exposition, a dit M. Lewald en terminant.

"Je suis convaincu que tout ce mouvement n'est qu'une tempête dans un verre d'eau."

Bruit démenti.

Londres, 13 septembre - Le bruit courant cette après-midi que les Rothschilds avaient reçu de Paris l'avis du pardon de Dreyfus, est formellement démenti par eux. Une telle mesure, disent-ils, est absolument impossible avant la décision du conseil de révision sur l'appel.

L'Association ouvrière de Cologne et l'exposition.

Berlin, Allemagne, 13 septembre - Sur proposition de son président, l'Association ouvrière de Cologne a adopté aujourd'hui la résolution de ne pas prendre part à l'exposition de Paris, en déclarant que le verdict de Rennes constituait une insulte par son manque de déclarations officielles allemandes.

Toutefois, les journaux de Cologne pressent les exposants allemands de se garder des décisions hâtives et d'attendre que d'autres nations aient indiqué leur attitude.

D. MERCIER'S SONS. Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales. Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche. Coin des rues Canal et North Peters.

C. LAZARD & CO., L'rd. LES ANCIENS ET POPULAIRES MARCHANDS DE VÊTEMENTS CONFECTIONNÉS, d'Articles de toilette et de Chapeaux. Coin des rues Canal et North Peters.

L'ABELLE. DE LA NOUVELLE-ORLEANS, JOURNAL QUOTIDIEN FRANÇAIS, Politique, Littéraire, Artistique et Scientifique. FONDEE LE 1ER SEPTEMBRE 1827.

Trois Editions distinctes: EDITION QUOTIDIENNE, EDITION HEBDOMADAIRE, EDITION SPECIALE DU DIMANCHE.

DERNIERES NOUVELLES LOCALES ETRANGÈRES. DEPECHES TELEGRAPHIQUES. PRESSE ASSOCIEE.

Dépêches Spéciales. SEUL JOURNAL FRANÇAIS QUOTIDIEN, AU SUD. FONDE LE 1er SEPTEMBRE 1827.

Depuis cette époque, l'administration française s'est constamment attachée à procurer une protection plus complète et plus efficace aux diverses manifestations de la propriété industrielle admise dans les expositions publiques. Elle a, dans ce but, préconisé, le 30 octobre 1858, une loi spéciale relative aux produits admis à l'exposition de 1859 et elle compte déposer prochainement au Parlement un projet de loi encore plus détaillé et plus explicite, à l'occasion de l'Exposition de 1900.

Cette loi sera à la fois très libérale et très protectrice. Elle suspendra, notamment, en faveur des objets figurant à l'Exposition, diverses causes de déchéance du droit de propriété industrielle qui les atteindraient, en temps ordinaire, par exemple la déchéance pour cause de non exploitation en France.

Loi du 23 mai 1868. Article 1er - Tout Français ou étranger, auteur soit d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée aux termes de la loi du 5 juillet 1844, soit d'un dessin de fabrique qui doit être déposé conformément à la loi du 18 mars 1806, ou ses ayants droit, peuvent, s'ils sont admis dans une exposition publique autorisée par l'administration, se faire délivrer par le Préfet ou le Sous-Préfet, dans le Département ou l'Arrondissement auquel cette exposition

est ouverte, un certificat descriptif de l'objet déposé. Article 2 - Ce certificat assés à celui qui l'obtient les mêmes droits que lui conférerait un brevet d'invention ou un dépôt légal de dessin de fabrique, à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre ou du dépôt qu'il peut opérer avant l'expiration de ce terme. Article 3 - La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'exposition. Elle est adressée à la préfecture ou à la sous-préfecture et accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir, et, s'il y lieu, d'un plan ou d'un dessin dit objet. Les demandes ainsi que les certificats prisés par le Préfet ou le Sous-Préfet sont inscrites sur un registre spécial qui est ultérieurement transmis au ministère de l'Agriculture, du Commerce, des Travaux Publics et communales, sans frais, à toute réquisition. La délivrance du certificat est gratuite. CHEVAUX ET MULET.